

## UNE PERSONNE SUR CINQ N'A PAS ENCORE ACCES A L'EAU POTABLE DANS LE MONDE !

---

*À quelques jours de l'ouverture du quatrième Forum mondial de l'eau de Mexico, deux rapports montrent la tension qui se crée autour de l'accès à l'eau dans le monde. Une seule solution se présente : accroître considérablement les investissements.*



À l'occasion du Sommet du Millénaire des Nations Unies en septembre 2000, 189 nations ont adopté la Déclaration du Millénaire dont sont issus les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les OMD forment un ensemble d'engagements politiques dont le but est de combattre les principaux problèmes auxquels font face les pays en développement, et ce en respectant des délais fixés.

Alors que presque tous les OMD ont des liens indirects avec le secteur de l'eau et de l'assainissement, parmi les cibles (objectif 7, cible 10), l'une consiste à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population n'ayant pas accès de manière durable à un approvisionnement en eau potable et à un système d'assainissement de base. L'année de référence fixée est 1990.

Mais aujourd'hui, soit 9 ans avant l'objectif, plus d'un milliard d'humains ne sont pas ravitaillés en eau potable et 2,6 milliards ne bénéficient pas de systèmes d'assainissement de base (collecte et traitement des eaux usées), soit 42% de la population mondiale. De plus 25.000 personnes décèdent par jour (dont la moitié d'enfants) de maladies liées à l'eau.

Quelques jours avant le 4e Forum de l'eau, qui se tiendra du 16 au 22 mars prochain à Mexico, le Conseil mondial de l'eau (CME)\* vient de publier un rapport comparatif sur le prix à payer pour atteindre les « objectifs du millénaire » dans le domaine de l'eau (accès à l'eau potable et assainissement).

Il estime qu'il faudrait au minimum doubler les investissements actuels pour réduire de moitié la population privée d'accès à l'eau d'ici à 2015 et atteindre l'objectif fixé par la communauté internationale.

Souhaitant mettre en lumière la difficulté de comparer les estimations qui existent déjà et, d'une manière générale, la difficulté de chiffrer la réalisation des objectifs du Millénaire sur l'eau et l'assainissement, le rapport a analysé comparativement onze études de coûts réalisées par des organisations internationales, des institutions financières, des ONG ou des instituts de recherche spécialisés en fonction de leur pertinence.



*Même si les estimations varient considérablement en fonction des méthodes de calcul retenues et des différents périmètres d'action envisagés, précise le CME (la fourchette va de 9 à 80 milliards de dollars*

*supplémentaires par an), un consensus se dégage pour réclamer beaucoup plus d'argent en faveur de l'eau pour atteindre l'Objectif de développement du Millénaire (ODM) sur l'eau. Davantage de fonds doivent être alloués au secteur de l'eau et de l'assainissement pour atteindre les objectifs du Millénaire en raison, d'une part, de la sous-évaluation des investissements requis et, d'autre part, du faible niveau des investissements dans le Tiers-Monde, évalué entre 14 et 16 milliards USD par an seulement\*\*\*, souligne le rapport.*

Selon les rapports passés en revue dans cette étude comparative, les zones géographiques qui demandent le plus fort engagement financier sont l'Asie (Chine et Inde en tout premier lieu), l'Afrique sub-saharienne, l'Europe de l'Est, le Caucase et l'Asie centrale. Les coûts d'investissement seront d'autant plus importants que seront concernées des populations urbaines en forte croissance, vivant dans des mégapoles dont l'importance vont grandissantes.

Le Conseil conclut qu'il faudrait 10 milliards de dollars par an pour fournir un service minimal d'accès à l'eau potable et à l'assainissement à des populations qui en sont aujourd'hui dépourvues et 15 à 20 milliards de dollars supplémentaires pour maintenir le service à ceux qui l'ont déjà. *Or l'investissement actuel représente seulement 14 à 16 milliards de dollars par an, maintenance comprise, hors traitement des eaux usées, selon le Conseil.*

Par ailleurs, réalisé par 24 agences de l'ONU, le deuxième rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, rendu public jeudi, établit que les ressources en eau douce sont aujourd'hui une grande priorité : la consommation en eau a été multipliée par six au cours du XXe siècle, quand la population n'a que triplé. *Notre capacité à satisfaire une demande planétaire toujours croissante, indique le rapport, dépendra d'une bonne gouvernance et d'une bonne gestion des ressources disponibles, indique le rapport.*

Selon le rapport, la situation actuelle d'accès à l'eau potable et à l'assainissement s'explique principalement par *les mauvaises pratiques de gestion, la corruption, l'absence d'institutions appropriées, l'inertie bureaucratique et la faiblesse des investissements dans les domaines des ressources humaines et des infrastructures physiques.*

L'ONU estime que quelque 1,6 million de vies pourraient être sauvées chaque année si l'on améliorait les conditions d'accès à l'eau potable, les services d'assainissement et l'hygiène.

De plus, les catastrophes naturelles sont de plus en plus nombreuses et 90 % d'entre elles sont liées à l'eau. Elles sont la conséquence d'une mauvaise utilisation des sols. *La sécheresse dramatique qui progresse en Afrique de l'Est où l'on a procédé à des abattages d'arbres à très grande échelle afin de produire du charbon de bois et du bois de chauffage en est un exemple tragique, relève le rapport.*

Le rapport cite également le cas du lac Tchad, en Afrique, qui a perdu près de 90 % de sa superficie depuis les années 1960, principalement à cause du surpâturage, de la déforestation et de grands projets d'irrigation non durables. *Deux personnes sur cinq vivent aujourd'hui dans des zones susceptibles d'être inondées, notamment du fait de l'augmentation du niveau de la mer. Les pays les plus exposés sont le Bangladesh, la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Pakistan, les Pays-Bas, les Philippines et les petits États insulaires en développement, affirme l'ONU. Le rapport insiste sur le fait que les changements climatiques ne feront qu'aggraver cette situation.*

Outre ces rapports, le Forum de Mexico organisé tous les trois ans depuis 1997 à l'initiative conjointe du Conseil mondial de l'eau et d'un Gouvernement, sera une occasion pour alerter l'opinion publique internationale et les décideurs quant à l'urgence d'agir. Il privilégiera cette année l'apport des connaissances et des expériences locales comme facteur clef du succès des politiques de l'eau. Pour Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau depuis mars 2005, *l'absence d'eau tue dix fois plus que les guerres. Elle freine l'établissement de politiques de santé publique, elle empêche l'accès à l'éducation. Bref : sans eau pas de développement.*

Le Forum vise à évaluer les progrès accomplis depuis trois ans (Forum de Kyoto, 2003), élaborer des propositions concrètes et accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire. *Un certain nombre de mesures devraient être envisagées à cet effet, estime le CME et notamment : garantir le droit à l'eau, décentraliser la responsabilité de l'eau, développer les savoir-faire au niveau local, augmenter considérablement les financements et en améliorer l'efficacité, assurer le suivi et l'évaluation des ressources en eau et améliorer la gestion des risques naturels liés à l'eau.*

Concernant la France, les acteurs français de l'eau (collectivités territoriales, agences de l'eau, ministères, ONG, entreprises, experts...), rassemblés au sein d'un Partenariat pour l'événement, insisteront sur neufs messages forts et notamment le droit effectif à l'eau et à l'assainissement, le rôle des autorités locales pour la bonne gouvernance des services d'eau et d'assainissement, le suivi et l'évaluation de l'accès à l'eau et à l'assainissement et la mise en place de mécanismes innovants de financement. En présentant ses priorités, la ministre de l'Ecologie Nelly Olin a insisté sur le rôle essentiel des autorités locales dans la fourniture d'eau potable aux plus démunis et sur l'importance de l'assainissement. *Il s'agit de la participation de toutes les parties intéressées, notamment des usagers, aux prises de décision et concerne également les règles de*

*transparence et de bonne gestion nécessaires pour garantir l'efficacité des investissements*, a expliqué la ministre. Elle a rappelé par ailleurs que la France s'est fixée comme objectifs de doubler son aide bilatérale au développement dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et de contribuer ainsi d'ici 2015 à l'accès à l'eau et à l'assainissement de 9 millions de personnes en Afrique.

C.SEGHIER

**Source : [www.actu-environnement.com](http://www.actu-environnement.com)**

\*Crée en 1996, le Conseil mondial de l'eau est une organisation internationale dont la vocation est de promouvoir une meilleure gestion de l'eau dans le monde. Il regroupe actuellement plus de 300 organisations à travers le monde, représentant un réseau de centaines de milliers de personnes.

\*\*GWP 2000, rapport du « Panel Camdessus»2003